



## Reporting RSE : derrière les progrès, des indicateurs à harmoniser

Quelles sont les tendances du reporting extra-financier 2019 des plus grandes entreprises françaises ? Comme chaque année, Mazars et KPMG publient leur bilan, tandis que **Tennaxia** a questionné les entreprises sur leurs pratiques et leurs perceptions de l'exercice. Conclusions : le reporting gagne en maturité, mais des progrès doivent encore être réalisés dans la communication de la performance, y compris pour avoir une vision harmonisée et comparable d'un groupe à l'autre.

Après Deloitte, EY et Capitalcom (voir notre article [Reporting RSE : les grandes tendances du cru 2019](#) ), Mazars, KPMG et **Tennaxia** (avec Euronext Corporate Services et Bpifrance) ont publié coup sur coup leurs analyses du millésime 2019. Alors que 2018 était une année charnière avec la publication des premières déclarations de performance extra-financière (DPEF) et l'anticipation des dispositions du Règlement Prospectus, les entreprises ont continué, en 2019, à améliorer leurs pratiques. C'est ce que constate Mazars, qui a analysé les publications de 68 entreprises du CAC40, du Next25 et du SBF120, et KPMG, qui a couvert le CAC40 et Next 20. De son côté, **Tennaxia** a envoyé un questionnaire auquel 74 entreprises ont répondu, avec 50 réponses exploitables.

Information financière et extra-financière : le lien se resserre

Mazars et KPMG font le même constat, les enjeux extra financiers sont plus que jamais au cœur de la stratégie des entreprises, et les liens entre information financière et extra-financière se renforcent. En témoigne la remontée de la DPEF dans les premiers chapitres du document d'enregistrement officiel (ou URD, pour *Universal Registration Document* ). Autre preuve de cette tendance, 85 % des émetteurs, selon KPMG, font référence aux enjeux extra-financiers dans la présentation de leur stratégie. Le modèle d'affaires, rendu obligatoire par la DPEF, est présenté le plus souvent en introduction de l'URD, sous la forme d'un schéma, qui a souvent été complexe à élaborer : 71 % des entreprises reconnaissent avoir rencontré des difficultés dans l'exercice, selon **Tennaxia**.

La gouvernance de la RSE se renforce, et les entreprises sont plus transparentes sur le sujet. KPMG compte ainsi 93 % d'émetteurs qui décrivent leur gouvernance RSE et 69 % qui disposent d'un comité dédié aux enjeux RSE rattaché au conseil d'administration. En revanche, montre **Tennaxia**, l'implication des organes de gouvernance dans l'élaboration de la DPEF reste limitée.

Parmi les évolutions rencontrées en 2020, la formalisation d'une raison d'être, statutaire ou non, prend de l'ampleur. Selon les différents cabinets, la pratique concerne entre 32 et 39 % des entreprises. Cependant, souligne KPMG, seules 8 % des entreprises associent aujourd'hui des indicateurs à cette raison d'être.

Élément clé de la gouvernance, qui fait partie des recommandations de l'Afep-Medef, l'intégration de critères RSE dans la rémunération variable des dirigeants est une pratique quasi-systématique (93 % des émetteurs l'ont mise en œuvre selon KPMG).

L'analyse des risques : un exercice toujours complexe

Les deux auditeurs constatent une amélioration de l'exercice d'analyse des risques, KPMG soulignant que 80 % des émetteurs évaluent leurs risques sur la base des risques nets, tel que recommandé par l'ESMA et l'AMF. Cependant, indique **Tennaxia**, " *concilier l'approche matérialité financière avec risques nets demandée par le règlement prospectus 3 et l'approche de double matérialité avec risques bruts demandée par la DPEF a généré une certaine confusion pour les entreprises cotées.*"

Les effets de la crise de la Covid sur la stratégie sont encore peu communiqués (8 % des entreprises l'évoquent selon KPMG). En revanche, les groupes ont assez largement intégré la crise sanitaire dans la section "facteurs

[Visualiser l'article](#)

de risques" (69% l'ont fait), répondant à la demande faite par l'AMF, le 23 mars 2020, de réévaluer les impacts connus ou anticipés de la crise sanitaire sur leurs activités.

#### Un reporting à améliorer

La grande majorité des entreprises communique des objectifs, dont 60 %, selon Mazars, le font avec un horizon de temps, conformément aux recommandations de l'AMF. Cependant, pour KPMG, " *près de la moitié seulement des émetteurs publient au moins un indicateur de performance par risque extra-financier* ". Le reporting est plus ou moins mature selon les sujets : 7 % des émetteurs publient des indicateurs de performance sur l'évasion fiscale, 15 % sur les droits de l'homme, 22 % sur la biodiversité, contre 100 % sur le climat. Pour autant, cette performance sur le climat est relative. Les auditeurs font le constat d'un renforcement de la communication sur le changement climatique, tout en observant que celle-ci n'est pas encore au niveau que l'enjeu requiert. Ainsi, indique KPMG, 59 % des émetteurs mentionnent la TCFD dans leur DPEF, mais le niveau réel d'application est encore " *très hétérogène* ". Exemple à l'appui : si la quasi-totalité des entreprises sont transparentes sur leur gouvernance de la RSE, seuls 42 % des émetteurs décrivent la gouvernance de leur stratégie climat, premier des quatre piliers de la TCFD.

Enfin, pour Mazars, de plus en plus d'indicateurs " maison" sont élaborés par les émetteurs, rendant la comparaison complexe. Ce qui va dans le sens de l'exercice mené par les quatre " *big four* " (Deloitte, EY, KPMG et PwC) avec les standard de reporting CDP, *Climate Disclosure Standards Board* , *Global Reporting Initiative* et *Sustainability Accounting Standards Board* pour définir des indicateurs de reporting communs. Sans compter la révision en cours de la Non-Financial Reporting Directive (NFRD)...

( *Illustration : stock image* )